

UN PAYS OUBLIÉ : LA GUINÉE EQUATORIALE

La Guinée Equatoriale est un petit pays d'Afrique que bon nombre de gens auraient de la difficulté à situer sur un globe terrestre. Ce pays de 28.051 km² est encadré entre les Républiques de Sao Tomé et Príncipe, Gabon, Cameroun et Nigéria et l'Océan Atlantique. Il comprend une partie continentale, connue sous le nom de Rio Muni, et une partie insulaire constituée par les îles de Fernando Poo, Annobon, Corisco, Elobey Grande, Elobey Chico et autres îlots adjacents.

La population, d'environ 400.000 habitants, est essentiellement d'origine bantoue et répartie entre les groupes ethniques Bubi, Annobonais, Ndcwé, Fang et le group dit "Fernandino" composé dans sa majeure partie des descendants des anciens émigrés d'Amérique et de différents pays d'Afrique.

Comme la plupart des états africains contemporains, la Guinée Equatoriale est née du partage colonial. En effet, conquise entre 1469 and 1472 par les Portugais, la Guinée Equatoriale fut cédée aux Espagnols par les traités hispano-portugais de San Ildefonso et de El Pardo (1777 et 1778) en échange d'importants territoires au Brésil. Plus tard, le 27 juin 1900, un autre traité entre l'Espagne et la France réduisit la partie continentale à l'actuel territoire de Rio Muni.

Le colonialisme ibérique avec ses méthodes classiques d'usage systématique du travail forcé, de politique d'assimilation et de peuplement, de stricte limitation de l'instruction des populations africaines au niveau de l'enseignement primaire, sans parler de la politique de total isolement imposé à la colonie, ne favorisa guère le développement d'un pays pourtant richement doté par la nature. On y trouve en effet du bois fin tropical, le meilleur cacao d'Afrique, du café, des bananes, du poisson, etc. Ces dernières années on a aussi découvert d'importants gisements de pétrole au large de ses côtes. La situation stratégique de ce petit pays, au coeur du Golfe de Guinée, en fait une plaque tournante pour le commerce et les communications avec le reste de l'Afrique.

L'indépendance acquise en 1968 laissait entrevoir un avenir prometteur au peuple de Guinée Equatoriale. Pourtant depuis cette date, la situation des habitants de ce pays n'a cessé de se détériorer. Environ un quart de la population a quitté le pays et vit actuellement dans des conditions très précaires, dans les pays voisins pour la plupart : Cameroun, Gabon, Nigéria. A quoi est dû cet exode massif de la population ? C'est ce que nous avons demandé à M. Eya Nchama, pédagogue équato-guinéen vivant en exil et dirigeant de l'A.N.R.D. (Alliance Nationale de Restauration Démocratique de la Guinée Equatoriale).

CIDSE : On évalue à un quart de la population le nombre des équato-guinéens vivant en exil. Croyez-vous que ce chiffre soit exagéré ?

E. N. : Je crois qu'il correspond à la réalité. En effet, il y a deux ans nous avons fait un recensement des réfugiés équato-guinéens vivant au Gabon. Nous sommes arrivés au chiffre de 58.800. Nous savons aussi qu'il y a environ 40.000 réfugiés au Cameroun et entre 10 et 15.000 au Nigéria. Nous sommes en train de faire un recensement en Espagne où on estime entre 8 et 15.000 le nombre des réfugiés équato-guinéens. Si on tient compte que la République Gabonaise s'étend sur toute la frontière est et sud de la partie continentale de notre pays, on peut facilement conclure qu'il y a plus de 60.000 personnes qui jusqu'à l'heure actuelle ont fui vers ce pays pour échapper à l'enfer qu'est la Guinée Equatoriale.

CIDSE : Quelles nouvelles vous parviennent actuellement sur la situation en Guinée Equatoriale ?

E. N. : La Guinée Equatoriale est à l'heure actuelle l'affaire d'une famille, qui est celle de Francisco Macias Nguema. Toutes les ressources servent à cette famille. Ainsi il y a un mois à peine la femme de Macias est venue en Europe, entre autres en Suisse, pour retirer un peu d'argent du compte de banque familial, faire quelques achats, après quoi elle est rentrée au pays. L'état est confisqué au profit de Macias.

Le pays est converti en un grand camp de concentration. Tous les opposants au régime ainsi que leurs familles sont emprisonnés à l'intérieur de ce camp. Si on a quelque soupçon que ce soit quant à la présence dans un village d'un membre de l'ANRD, ce village est brûlé. En fait, le régime actuel de la Guinée Equatoriale peut être comparé au régime hitlérien. Idi Amin lui-même pourrait apprendre quelque chose de Macias.

Depuis un an environ, Macias constatant que de plus en plus de paysans passaient la frontière du Gabon et du Cameroun, soit pour fuir la répression, soit pour se procurer des produits de première nécessité, tels le sel et le savon, a fait miner les sentiers de brousse utilisés par ceux-ci.

CIDSE : Dans quelles conditions vivent les réfugiés qui se trouvent dans les pays limitrophes ?

E. N. : Ils vivent dans des conditions misérables. Comme vous savez, beaucoup d'états africains n'ont pas signé la Convention de 1951 sur les réfugiés. D'autre part,

beaucoup de pays africains pensent que s'ils protègent les réfugiés d'autres pays, ils risquent d'être accusés d'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. C'est pour cela que la question des réfugiés en Afrique reste pour ainsi dire tabou.

Malgré tout cela nous faisons en tant que Mouvement de résistance des pressions pour que la question des réfugiés soit posée aux pays voisins. Ces pressions ont eu entre autres comme résultat que la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) a commencé à faire quelque chose surtout au Cameroun.

CIDSE : Le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés a-t-il entrepris quelque chose en faveur des réfugiés de votre pays ?

E. N. : C'est justement un des organismes sur lesquels nous faisons des pressions. C'est malheureux à dire, mais la question des réfugiés reste avant tout une question politique. Si une grande puissance veut que l'on parle des réfugiés d'un pays donné, elle fera les pressions nécessaires pour arriver à ses fins. Mais dans le cas de la Guinée Equatoriale, il semble que tous soient d'accord pour ne pas parler du problème. J'ai été moi-même reçu à plusieurs reprises au siège du Haut Commissariat pour les Réfugiés à Genève, mais c'est seulement l'an dernier que le Prince Saddrudin Aga Khan, ancien Haut Commissaire, s'est rendu à la Conférence de l'OUA, à Libreville, où il a pu obtenir du gouvernement gabonais l'autorisation d'ouvrir un bureau à Libreville. Ce n'est que depuis le mois de novembre 1977 qu'il y a un délégué du Haut Commissaire à Libreville. Mais jusqu'à présent les effets de sa présence ne se sont pas encore faits sentir. De même un responsable du Haut Commissariat a séjourné récemment au Cameroun pour étudier de quelle façon le Haut Commissariat pourrait collaborer avec le gouvernement camerounais dans ce domaine. Toutes ces démarches restent jusqu'ici sur papier et les réfugiés continuent à souffrir sans recevoir aucune aide concrète.

CIDSE : Comment expliquez-vous qu'un dictateur tel que Francisco Macias Nguema ait pu arriver au pouvoir au moment de l'indépendance ?

E. N. : Pour répondre à cette question, il faut retourner à l'histoire de mon pays. En 1926, la Guinée Equatoriale a été complètement conquise par le colonialisme espagnol. En effet, de 1778, date de l'arrivée des Espagnols, jusqu'au milieu du XIXe siècle, l'Espagne faisait essentiellement le commerce des esclaves en

Guinée Equatoriale. Comme vous le savez, le milieu du XIXe siècle correspond à l'époque des premiers pourparlers en vue du partage de l'Afrique. La vraie conquête se situe donc entre 1850 et 1926.

En 1928, le colonialisme espagnol a divisé la population en deux classes sociales fondamentales : "los emancipados" et "los indigenas". Les premiers se recrutèrent parmi les serviteurs fidèles de l'Espagne tandis que les autres étaient opposés à toute domination étrangère. Il est important aussi de noter que le vrai colonialisme en Guinée Equatoriale se confond avec le franquisme. Vous savez ce que fut le franquisme en Espagne. Macias qui travaillait dans l'administration coloniale depuis 1944, était justement un "emancipado".

Après la deuxième guerre mondiale, commença en Afrique l'ère de la décolonisation, surtout à partir de la Conférence Afro-Asiatique de Bandung en 1955. Cette année correspond également à celle de l'entrée de l'Espagne aux Nations Unies. Ne voulant pas avoir de problèmes avec les pays afro-asiatiques, l'Espagne commença à décoloniser la Guinée Equatoriale à sa façon. Ainsi en 1959, nous étions "promus" province espagnole d'outre-mer. Cela n'amena aucun changement pour les "indigenas", mais les "emancipados" devinrent maires des villes ou députés aux Cortes. En 1962, tous ces maires et députés allèrent à Madrid pour remercier Franco de sa "bonne oeuvre colonisatrice" en Guinée Equatoriale. C'est Francisco Macias Nguema qui prononça le discours.

En 1963, on nous octroya l'autonomie interne qui entra en vigueur en 1964 pour quatre ans. Ce sont de nouveaux les "emancipados" qui formèrent le gouvernement autonome. Francisco Macias Nguema en fut le Vice-Président. Pendant cette époque d'autonomie interne, il y avait en Espagne deux tendances différentes : celle favorable à l'indépendance néo-colonialiste de la Guinée Equatoriale et représentée par Antonio Garcia Trevijano et l'autre qui voulait maintenir l'autonomie interne, représentée par Luis Carrero Blanco.

La tendance de Trevijano l'emporta parce que celui-ci avait réussi à persuader Franco qu'avec l'indépendance rien ne changerait en Guinée Equatoriale. Macias Nguema apparaissait comme la personne capable de perpétuer le franquisme en Guinée Equatoriale. En fait, le "Maciaisme" a dépassé le Franquisme.

CIDSE : Depuis 1968, qu'est-ce qui a permis à Macias de se maintenir au pouvoir ?

E. N. : Le régime de Macias, comme celui d'Hitler, a développé un ignoble esprit de délation parmi la population, de sorte qu'on trouve des femmes qui dénoncent leur mari, des fils leur père. C'est ce qui divise la société et mine la confiance réciproque. De plus, Macias a créé une police politique appelée "la jeunesse en marche avec Macias". Cette police est autorisée à tout pour défendre le Président : viol de mineures, emprisonnement arbitraire, vol, etc.

D'autre part, ce qui permet aussi à Macias de se maintenir au pouvoir, c'est le silence de la communauté internationale. C'est le seul pays où toutes les puissances du monde se donnent la main. Ceci s'explique sans doute par la position stratégique de notre pays de même que par les richesses dont il dispose. Les violations des droits de l'homme intéressent moins les grandes puissances que les violations de leurs intérêts économiques.

CIDSE : Tout au long de l'interview, vous avez parlé de l'ANRD. Pourriez-vous nous expliquer en quoi consiste ce mouvement ?

E. N. : L'A.N.R.D. (Alliance Nationale de Restauration Démocratique) c'est un mouvement de résistance, c'est un mouvement d'opposition, si vous voulez, c'est un mouvement de libération. Nous croyons que la Guinée Equatoriale n'est pas encore libérée et nous essayons de le faire. Beaucoup pensent que l'ANRD est un parti politique, mais ce n'est pas le cas.

Nous avons deux objectifs fondamentaux : premièrement, la conscientisation des Equato-Guinéens et cela implique la formation de cadres, l'analyse des causes de notre situation d'opprimés, de même que l'étude de notre histoire. Nous croyons que la cause fondamentale de la situation dans laquelle se trouve la Guinée Equatoriale est l'analphabétisme culturel et politique dans lequel nous a maintenus le colonialisme espagnol.

Nous travaillons en deuxième lieu à la conscientisation de l'opinion publique internationale. La Guinée Equatoriale étant le seul pays d'Afrique Noire à avoir comme langue de communication l'espagnol se trouve isolé. Si nous ne faisons pas des efforts spéciaux pour faire connaître la situation de la Guinée Equatoriale, Macias pourra éliminer autant

d'Equato-Guinéens qu'il lui plaira sans que le monde extérieur n'en soit informé. C'est pour cette raison que nous faisons appel à toute l'opinion internationale, aux organisations nationales et internationales, politiques et humanitaires, pour obtenir leur assistance dans la poursuite de nos objectifs. Nous croyons que le vrai problème du monde ce n'est pas un problème de races, ni d'ethnies, ni de religions différentes, mais c'est le problème de l'oppression, de quelque source qu'elle vienne. Nous combattons cette oppression.

Bruxelles, mars 1978.

./..